

LE MOCI Le moniteur du
commerce
international **lemoci.com**

**Dossier
Spécial**

L'Île-de-France veut
démontrer son excellence
à l'international

Le palmarès des 1 000 PME & ETI leaders à l'international

Édition 2013



Organisateurs



Sponsors platinum



Partenaires médias

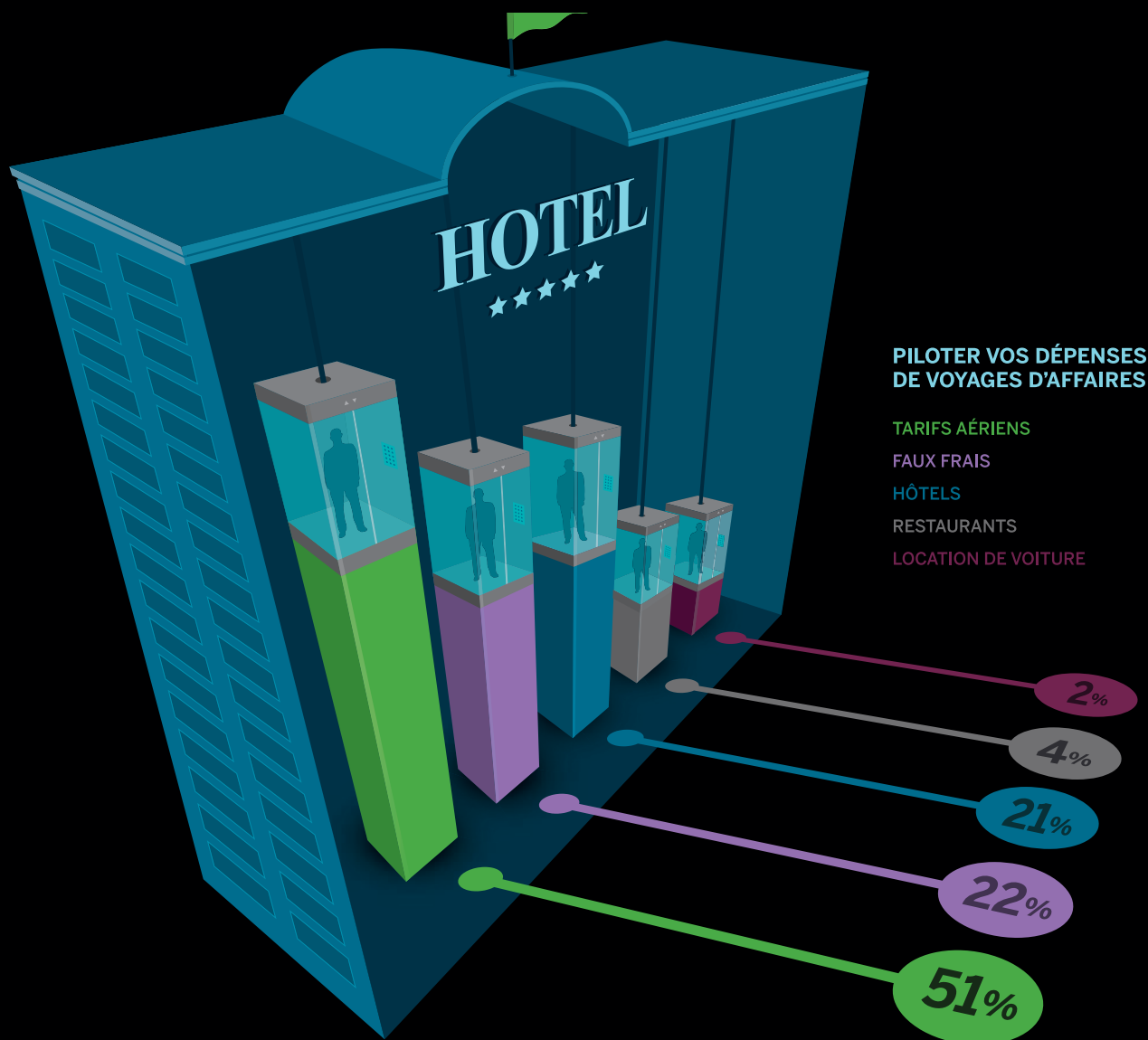


Partenaires institutionnels

Sponsors



MEILLEURE EST NOTRE INFORMATION MEILLEURES SONT VOS DÉCISIONS



Leader mondial dans les solutions de paiement destinées aux entreprises, nous gérons plus de 110 milliards d'Euros* de dépenses professionnelles à travers 170 pays dans le monde. Cette expertise nous permet d'accompagner nos clients dans la mise en œuvre de solutions de paiement toujours plus efficaces.

business.americanexpress.fr/perspectives

0825 079 080 (0,15 € TTC/mn)



GLOBAL
CORPORATE PAYMENTS

American Express Carte-France. Société anonyme au capital de 77 873 000 € - R.C.S. Nanterre B 313 536 898 - Siège social : 4, rue Louis Blériot - 92561 Rueil-Malmaison Cedex - Baber Smith

*150 milliards de dollars

Source : American Express Investor Relations 2012

Naviguez sur la carte du monde

Vous cherchez une information sur un pays, il vous suffit de passer votre curseur sur l'un des continents de la carte située sur la home page du site www.lemoci.com.

Pour chaque pays disponible, vous trouverez une fiche de présentation indiquant les taux de change, la prévision de croissance, le risque pays, la conjoncture économique etc. Et des fiches d'information classées par thématique : **Données générales** (contexte politique, les conditions de vie, climats, précautions sanitaires, numéros d'urgence) ; **Accès au marché** (distribuer un produit, les procédures d'accès au marché, organiser son transport de marchandises, identifier un fournisseur, les normes, la propriété intellectuelle) ; **Informations pratiques** (les conditions d'entrée, préparer votre voyage, visiter, se restaurer, payer) ; **Indicateurs économiques** (PIB, taux d'inflation, les chiffres du commerce extérieur : importations et exportations de biens et service...) ; **Modalités d'implantation** (la création d'une entreprise, les IDE en chiffres, les procédures relatives à l'investissement...) ; **Fiscalité, comptabilité** (taux d'imposition, règles comptables) ; **Législation du travail** (conditions de travail, le coût du travail, les partenaires sociaux).

Retrouvez également pour chaque pays les dernières actualités de la rédaction dans la rubrique **Les + Moci**.



L'Annuaire du Commerce international

Plus de **2000 contacts** sont proposés dans 12 catégories : Assureurs-crédits ; Banques et sociétés d'affacturage ; Avocats d'affaires ; Cabinets de ressources humaines ; Consultants en développement international ; Consultants en intelligence économique et sécurité ; Déménageurs internationaux et sociétés de relocation ; Fédérations professionnelles ; Formation en langues ; Institutionnels ; Prestataires logistiques ; Sociétés de contrôle et de certification ainsi que Traducteurs.

Pour accéder à l'annuaire, il suffit d'aller dans l'un des 7 pôles de la home page et de cliquer sur Annuaire dans la rubrique Services.

Karel De Gucht fragilisé par une affaire de fraude fiscale en Belgique

Voilà une affaire qui fragilise quelque peu le très libéral Commissaire européen au commerce candidat à sa propre succession. Le 25 novembre prochain, le Commissaire au Commerce comparaitra devant le tribunal de Gand pour une affaire de fraude fiscale présumée. Des négociations discrètes entre Karel De Gucht et le fisc belge n'ayant pas abouti à un accord à l'amiable, l'inspection spéciale des impôts belge pourrait réclamer au politicien belge la bagatelle de 900 000 euros, selon les médias belges... (suite sur www.lemoci.com)

Aquitaine : cinq orientations pour 385 exportateurs supplémentaires en 3 ans

Augmenter "durablement" en 3 ans le nombre d'exportateurs – 385 entreprises supplémentaires – et diversifier des débouchés pour moitié concentrés sur seulement quatre marchés (États-Unis, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni). Tels sont les objectifs ambitieux du Plan régional d'internationalisation des entreprises (PRIE) de l'Aquitaine... (suite sur www.lemoci.com).

Viandes : la longue marche du "Made in France" en Corée du Sud

« S'agissant des autorisations sanitaires qui freinent nos exportations de charcuterie, le sujet se discute au niveau ministériel. En revanche, en ce qui concerne la levée de l'embargo sur la viande bovine européenne, nous avons fait passer un message à la présidente coréenne, Park Guen-Hye, lors de sa visite en France le 4 novembre », vient de confier à la *Lettre confidentielle du Moci* un collaborateur du ministre français délégué à l'Agroalimentaire, Guillaume Garot... (suite sur www.lemoci.com).

Les sites Internet étrangers qui vont inspirer "France International"

Quelque 26 sites Internet ont fait l'objet d'une étude de benchmarking par le cabinet Accenture dans le cadre du chantier de construction du futur site portail Internet dédié à l'internationalisation des entreprises françaises « France International », selon un document émanant du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP)... (suite sur www.lemoci.com).

**POUR
CONTACTER
LA RÉDACTION**
01 53 80 74 00

POUR VOUS ABONNER
01 53 80 74 30
abonnement@lemoci.com
Toutes nos offres p. 117

**POUR JOINDRE
LE SERVICE
PUBLICITÉ**
+33 (0)1 49 70 12 07

PLANÈTE

- 3 Mode d'emploi
- 4 • Revue de sens
 - Tableau de bord du commerce international
 - The good ideas

PAYS & MARCHÉS

Agenda

- 30 Salons, missions et rencontres

Appels d'offres & projets

- 32 Appels d'offres, projets industriels

FINANCE

- 34 Financements export : de nouvelles mesures de soutien public en préparation pour les ETI

JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

- 36 L'Origine, nouvelle star du commerce mondial
- 42 **Fiche douane pratique n° 78**
- 44 Réglementation

12 DOSSIER SPÉCIAL

L'Ile-de-France veut démontrer son excellence à l'international

16 Trois questions à

Jean-Paul Planchou, vice-président du Conseil régional

18 Trois questions à

Pierre-Antoine Gailly, président de la CCI Paris Ile-de-France

22 Aide à l'internationalisation

Un dispositif d'appui complet

aux entreprises exportatrices

24 Secteurs

L'innovation, marque de fabrique francilienne

26 Enjeux commerciaux

Quand l'Europe souffre, l'Ile-de-France aussi...

28 Pratique

52 SPÉCIAL PALMARÈS 2013 DES PME ET ETI LEADERS À L'INTERNATIONAL

58 Les critères de sélection

60 Les 8 lauréats

- Astellia : prix stratégie innovation export
- Hill-Rom : prix meilleure étrangère à l'export
- Qualitair & Sea international : prix Performance et qualité douanière
- Nexira : prix Grand export
- Robopolis : prix audace export

- Douce Hydro : prix Croissance Export
- RAGT Semences : prix Agroalimentaire export
- Fermob : prix exportateur d'avenir

78 Les classements

- Le top 1 000
- Le top 20 par secteur
- Le top 20 par région
- L'index alphabétique

LE MOCI

ÉDITEUR Sedec SA

11 rue de Milan - 75 009 Paris - France
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00
www.lemoci.com

Directeur de la publication

Vincent Lalou

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)

Grand reporter : François Pargny (23)

Ont collaboré à ce numéro : Venice

Affre, Bernard Parent, Daniel Solano

Maquette : Delphine Miot, rédactrice graphiste (37)

Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le +33 (0)1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.

PUBLICITÉ

Directeur Commercial :

Philippe Chebanec (10)

Directeur de Clientèle Internationale :

Christophe Bonami (01)

Directrice de Clientèle Internationale :

Pauline Conjard (07)

Antenne régionale sud :

Karine Rosset

(+33 (0)4 26 84 57 87)

Assistante commerciale

et responsable technique :

Cindy Renaud (14)

Fax de la publicité : +33 (0) 1 49 70 12 69

MOCI EVENEMENTS

Chef de projet pôle Evénement :

Benoît de Montmarin

(+33 (0)1 49 70 12 73)

GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe :

Delphine Chêne

Directrice de la diffusion et du Web

marketing : Valérie Bardon

Directeur de la fabrication :

Robin Loison

Webmaster : Pierre Lalou

Comptabilité, gestion :

Evelyne Montecot (08), Valérie Perrin

Conception graphique : amarena

Impression

Imprimerie de Champagne

Rue de l'Etoile de Langres

ZI Les Franchises - 52200 Langres

Commission paritaire,

Publication n° 0916 T 81051

ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution

L'adresse électronique des

collaborateurs permanents est :

prenom.nom@lemoci.com

Copyright : toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction Magazine bimensuel.

Photos de couverture : D.R.

Abonnement 1 an (24 numéros +

Lettre confidentielle + accès web limité)

285,88 euros TTC.

Service abonnement :

Tél. : 01 53 80 74 30

abonnement@lemoci.com

Tarif étranger : nous consulter

Planète

Climat des affaires : l'Afrique subsaharienne progresse grâce à des réformes

Le planisphère du climat



Neuf des 20 pays du monde ayant connu la plus forte progression de leur environnement des affaires depuis 2009 font partie de l'Afrique subsaharienne, révèle le dernier classement annuel de la Banque mondiale (Doing Business 2014). Le rapport évalue pour 189 économies, de l'Afghanistan au Zimbabwe, les réglementations ayant une incidence sur 11 étapes de la vie d'une entreprise : création d'entreprise ; obtention de permis de construire ; raccordement à l'électricité ; transfert de propriété ; obtention de prêts ; protection des investisseurs ; paiement des taxes et impôts ; commerce transfrontalier ; exécution des contrats ; règlement de l'insolvabilité et embauche de travailleurs. Quatre économies ont été ajoutées cette année au classement : la Libye, le Myanmar, Saint-Marin et le Soudan du Sud. En 2012-2013, 114 économies ont mis en œuvre 238 réformes réglementaires (+ 18 % par rapport à l'année précédente). C'est le deuxième plus grand nombre de réformes mises en place en un an depuis la crise financière de 2009.

Les tendances de réforme varient selon les régions. En 2012-2013, 66 % des économies d'Afrique subsaharienne ont instauré des réformes réglementaires dans au moins

un des domaines mesurés par Doing Business. La région est devancée par l'Asie du Sud qui affiche la plus forte proportion d'économies (75 %) et la zone Europe et Asie centrale (73 %). La région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a, quant à elle, enregistré la plus faible proportion de pays (40 %) ayant mis en place des réformes réglementaires. La palme revient à l'Ukraine avec des réformes dans 8 domaines sur 10. L'Ukraine a facilité la création d'entreprise en supprimant une procédure d'immatriculation distincte auprès du service des statistiques et en éliminant les frais d'enregistrement au titre de la taxe sur la valeur ajoutée. Le pays a également simplifié les conditions d'octroi des permis de construire.

Parmi les pays qui ont obtenu les meilleurs résultats sur la facilité à réaliser des affaires, Singapour, 1^{er} du classement, Hong Kong 2^e et la Nouvelle-Zélande sur la 3^e marche du podium. Suivent les États-Unis (4^e) et le Danemark (5^e). La France est, elle, classée 38^e. Le bas du classement est dominé par des pays d'Afrique, le Tchad (189^e) est dernier, précédé de la République centrafricaine, de la Libye, du Soudan du Sud, de la République du Congo et de l'Erythrée.

Venice Affre

des affaires dans le monde



Source : Doing Business 2014

Revue de sens

1/ Ainsi la France serait en passe de rater le train de la reprise pour cause de retard dans la maîtrise de ses dépenses publiques. C'est en résumé l'analyse faite par Bruxelles qui nous croit incapables de revenir aux fameux 3 % de déficit public à l'horizon 2015. Notre manque de compétitivité que la plupart des économistes attribuent au fardeau fiscal et au carcan administratif que doivent supporter nos PME, se traduit par la poursuite de la détérioration de nos deux balances, la commerciale et celle des comptes courants.

2/ Bizarrement Berlin a aussi des problèmes avec la Commission européenne mais pour des raisons inverses. Bruxelles va ouvrir contre les Allemands une procédure de déséquilibre sur l'excédent de leur balance des paiements courants. En effet, celle-ci devrait atteindre 7 % du PIB cette année soit 1 % de plus que les 6 % autorisés par la règle communautaire. Il serait temps – et bon pour l'Europe – que les fourmis d'outre-Rhin se prennent pour des cigales. (L'Allemagne reste le 1^{er} marché de la France).

3/ La filière française des drones civils entend ne pas se laisser distancer, comme l'a été la filière militaire, à l'international. Pas moins de 354 entreprises composent ce secteur plein d'avenir dont les représentants tenaient leur première assemblée générale l'autre lundi à l'Aéro Club de France. Les drones civils peuvent faire des tas de choses comme surveiller les emprises, dessiner les cartes, gérer certaines infrastructures. Ainsi la semaine dernière, les premiers drones de la SNCF ont inauguré leur première mission d'inspection des voies. Une expertise qui devrait facilement s'exporter.

4/ Pourtant encore, la prévision optimiste de Jean-Marc Ayrault a reçu un renfort de poids en la personne de Louis Gallois. Le Commissaire Général à l'investissement confirme dans un entretien aux *Échos* que « la conjoncture s'améliore (même) si cela reste encore fragile. » Ainsi M. Gallois se félicite de ce que « les mesures du pacte de compétitivité ont quasiment toutes été mises en œuvre ou engagées. » Et « il pense que l'industrie a touché le fond de la piscine. » Encore faut-il qu'elle parvienne à remonter.

5/ Il y aurait bien besoin d'un petit coup de pouce de la consommation allemande pour soutenir notre économie. Si l'on en croit notre confrère *Le Monde* « la France a été frappée par plus de 1 000 plans sociaux en un an et une nouvelle vague de restructurations et de fermetures d'entreprises menace plus de 50 000 emplois directs... » Et pourtant Jean-Marc Ayrault jure la main sur le cœur que la France est en train de remonter la pente. Une conviction que démentent les chiffres, la France étant le seul grand pays de la zone euro à n'être pas sérieusement concerné par la reprise timide que connaît l'Europe.

6/ Il n'y a pas que la fiscalité qui nous paralyse. Il y aurait aussi cette difficulté bien française à transformer une excellente aptitude à la recherche en efficacité dans l'innovation. En clair, les Français ne transforment pas suffisamment les essais de leur créativité. « Il faut, recommande Fleur Pellerin, la ministre dédiée au sujet, changer nos pratiques et notre logiciel de pensée. » D'où les 40 actions proposées par le gouvernement pour booster l'innovation à la française.

THE PLACE TO BE



Joe's Stone Crab à Miami Beach

Depuis 1913, Joe's Stone Crab sert les meilleures pinces de crabes de la Floride, voire des États-Unis. Le « stone crab » est une sorte de tourteau qu'on trouve sur les côtes de Floride et des Bahamas. Si les carapaces ne sont guère plus grosses que celles de nos plus gros tourteaux, proportionnellement leurs pinces sont

réellement énormes et la chair qu'elles contiennent encore plus fine et savoureuse. Chez Joe's Stone Crab, on ne sert jamais de pinces congelées, pour preuve, le restaurant n'est ouvert que durant la saison de pêche au crabe, soit d'octobre à mai.

La salle est immense et un peu bruyante. On ne peut pas réserver, mais comme à la Sécurité Sociale chez nous, vous prendrez un numéro et... Si vous le voulez un verre au bar ou sur la terrasse en attendant qu'on vous appelle. Sauf le samedi soir, vous n'attendrez guère plus d'une demi-heure pour être installé. En général, le midi pas de problème pour avoir une table sauf le samedi et le dimanche.

Vous l'aurez compris Joe's Stone Crab est une véritable institution à Miami Beach et Al Capone ainsi que Frank Sinatra y avaient leur table. Si vous êtes allergiques aux crustacés, rabattez-vous sur le T-Bone steak (excellent) ou sur un poisson local (mérrou, espadon, mahi mahi, thon...) généralement cuit à la perfection. Et au dessert, ne pas oublier de goûter la Key Lime Pie, l'autre grande spécialité de la maison.

JOE'S STONE CRAB

11 Washington Ave, Miami Beach

Tél. : 00 1 305-673-0365

OSCI : Gilles Rémy, le défricheur de l'ex. URSS passe la main à Etienne Vauchez, défricheur "2.0"

Etienne Vauchez a été élu le 21 octobre président du conseil d'administration de l'OSCI (Opérateur spécialisés du commerce international), en remplacement de Gilles Rémy, démissionnaire. Un défricheur de marchés "2.0" succède ainsi à un défricheur de marchés à l'ancienne à la tête de l'organisation qui représente les "privés" du commerce international, sociétés d'accompagnement et sociétés de commerce et de négoce. Le profil de son successeur, Etienne Vauchez, est plus "2.0" car il correspond à une nouvelle génération de défricheurs de marchés, arrivée avec l'accélération de la mondialisation dans les années 90 et des nouveaux outils Internet. A 47 ans, ce polytechnicien marié et père de deux enfants, entrepreneur multirécidiviste est ainsi à la tête de GlobalTrade.net, un

annuaire mondial en ligne des prestataires du commerce international lancé en 2010, la dernière née de ses créations d'activités.

Mais son navire amiral est Export Entreprises, une société née en 1998 pour promouvoir des solutions web d'information et de prospection pour les exportateurs et importateurs : elle livre actuellement dans une vingtaine de pays des bases de données réglementaires et marketing, places de marchés, et autres plateformes collaboratives à une clientèle principalement composée de banques qui les mettent à la disposition de leurs clients. Ses bases sont alimentées notamment par le site Internet de la Fédération américaine du commerce international (FITA), que le Français a eu la bonne idée de racheter en 2007.



D.R.

La nouvelle page qu'ouvre l'OSCI, dont le conseil d'administration ne sera renouvelé qu'en mars 2014, sera donc sans aucun doute plus orientée sur les pratiques d'affaires du XXIème siècle : partage d'idées, outils web, travail collaboratif et en réseau.

Christine Gilguy



Tableau de Bord du Commerce International

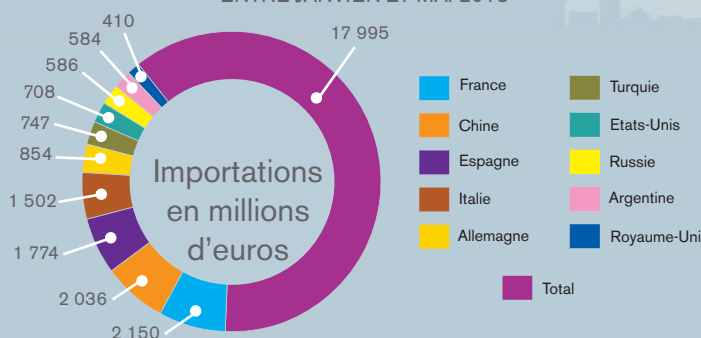
Algérie : la Chine talonne toujours la France, l'Espagne se rapproche

La Chine a fait un bond en avant entre janvier-mai 2011 et la période correspondant de 2012 en gagnant trois points de marché pendant que la France en perdait trois et demi, d'après la base de données GTA/GTIS. En revanche, la France a regagné pendant les cinq premiers mois de cette année un peu du terrain perdu, car l'Algérie a enregistré une croissance de ses importations en provenance de l'Hexagone de 21 %, supérieure à l'augmentation de ses achats dans l'ex-Empire du Milieu (+ 17,86 %). Complétant le podium des pays fournisseurs, l'Espagne frise la barre des 10 % de part de marché, les approvisionnements de l'Algérie s'accroissant régulièrement depuis trois ans. L'Italie et les États-Unis sont en recul, la Turquie en progression, tout comme les États-Unis. L'Argentine, en neuvième position, a décroché en ce début d'année, alors que le Royaume-Uni a retrouvé pendant les cinq premiers mois de 2013 le niveau qui était le sien fin mai 2011.

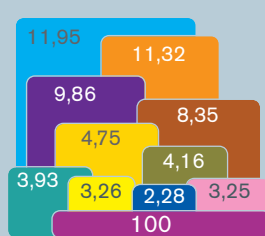
À noter que dans le Top 10 des pays fournisseurs, cinq – Espagne (+ 39 %), Turquie (+ 40 %), États-Unis (+ 33 %), Russie (+ 105 %) et Royaume-Uni (+ 32,75 %) – ont bénéficié d'une hausse des achats par l'Algérie dépassant l'augmentation moyenne des importations (+ 21,15 %).

François Pargny

LES DIX PREMIERS FOURNISSEURS DE L'ALGÉRIE ENTRE JANVIER ET MAI 2013



Part de marché en %



Variations en % par rapport à janvier-juillet 2012

